



ATELIER THÉMATIQUE

Décryptage de la politique de financement export 2024

Grégoire DE WARREN, Chef du bureau crédits-export et garanties à l'international

Philippe GUYONNET-DUPERAT, Chef du bureau endettement et financement international, Secrétaire Général du Club de Paris

Déroulement de l'atelier

PARTIE 1 : Actualités de l'endettement international

PARTIE 2 : Présentation de la Politique de Financement Export 2024

PARTIE 1

ACTUALITÉS DE L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL

Philippe Guyonnet-Dupérat, Chef du bureau endettement et financement international
Secrétaire Général du Club de Paris

Le Club de Paris : un groupe informel de créanciers publics

« *Le principal forum international pour restructurer la dette bilatérale officielle* »

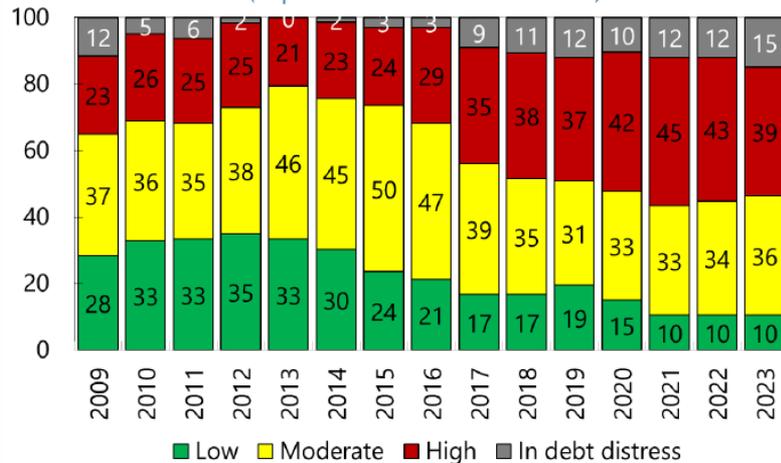
- **23 pays membres permanents ayant des relations étroites avec les autres créanciers**
- Son rôle: trouver **des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement des pays endettés**
- Ses activités:
 - Des réunions mensuelles (Tour d'Horizon)
 - Une participation *ad hoc* de créanciers non-membres du Club de Paris (Chine et Inde)
 - Des rencontres régulières avec les créanciers privés de *l'Institute of International Finance*
 - Le Forum de Paris

Les vulnérabilités liées à l'endettement restent élevées

La situation est dégradée pour les PRF (augmentation des pays en risque de surendettement) et chez certains PRI (augmentation des spread)

Evolution of Risk of Debt Distress

(in percent of LICs with LIC DSAs)



EMDEs with Sovereign Spreads over 1,000 Basis Points (Number of countries)

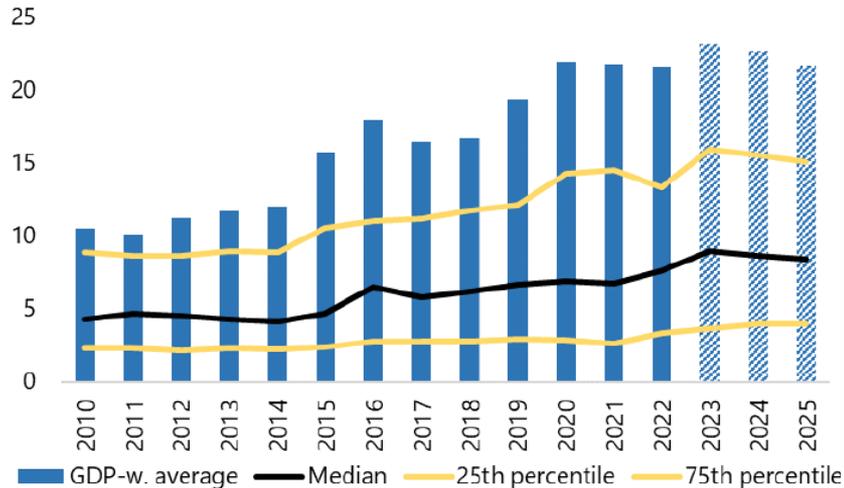


Sources : FMI et Banque mondiale (2023)

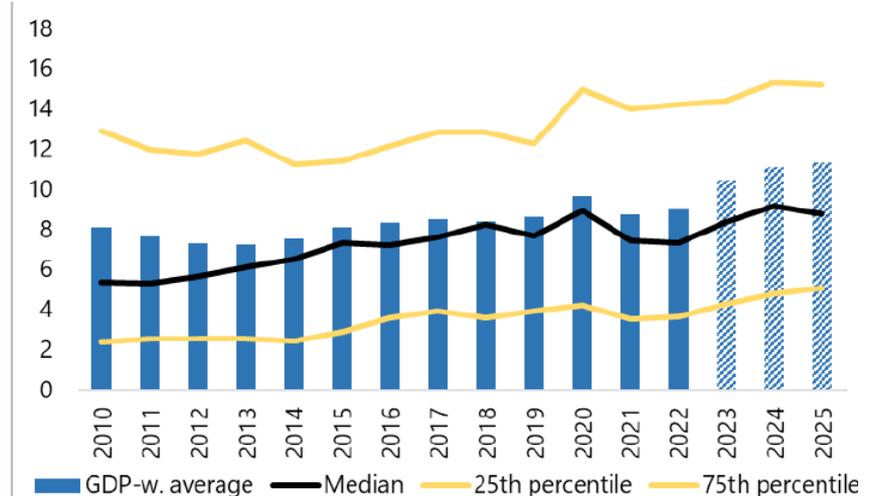
Les vulnérabilités liées à l'endettement restent élevées

Le poids du service de la dette est en nette augmentation dans certains PED

LICs: General Government Interest Expense, 2010-2025 (% of revenue net of grants)



EMs: General Government Interest Expense, 2010-2025 (% of revenue net of grants)

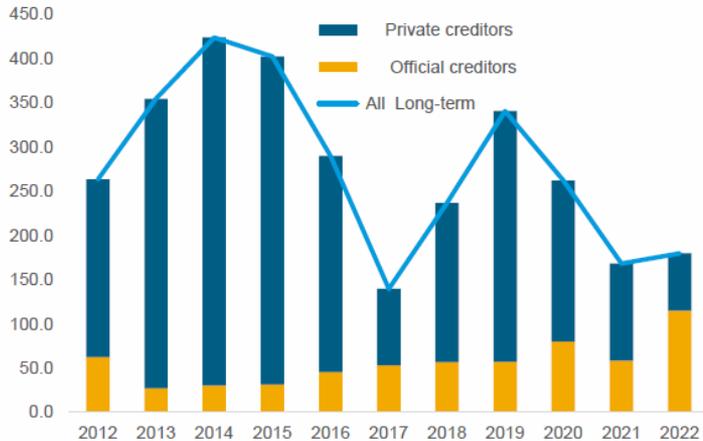


Sources : FMI et Banque mondiale (2023)

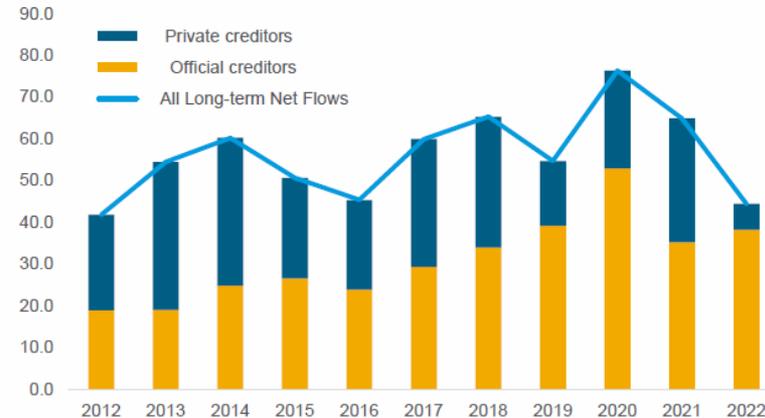
Les vulnérabilités liées à l'endettement restent élevées

La baisse des flux nets compliquent les refinancements

Long-term Net Flows of External Debt to Middle Income Countries, excluding China (USD billions)



Long-term Net Flows of External Debt to LICs (USD billions)

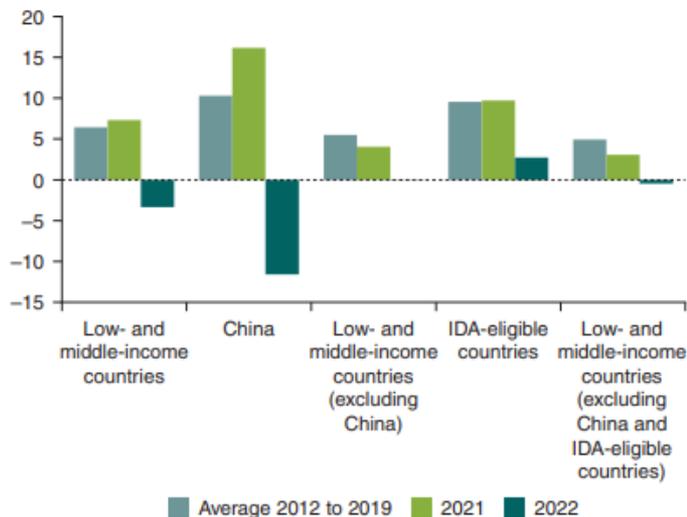


Sources : FMI et Banque mondiale (2023)

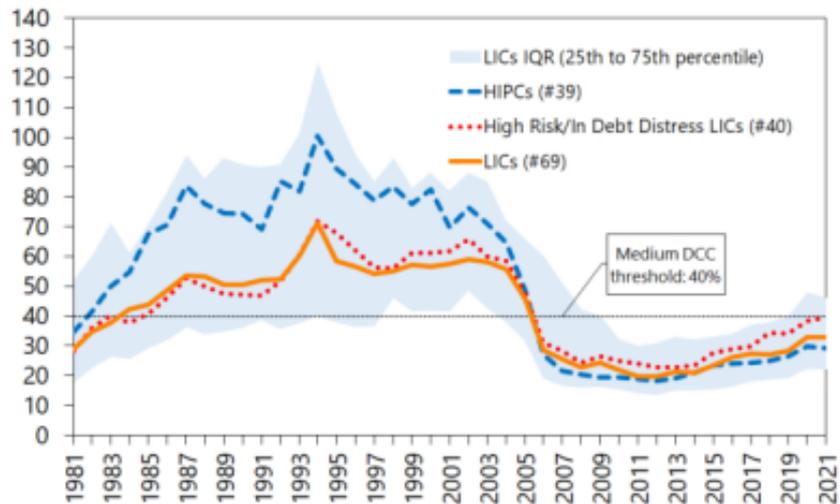
L'endettement externe des PED devrait se stabiliser

La diminution des flux et les mesures domestiques ralentissent l'augmentation du stock de dette.

Variation en pourcentage de l'encours de la dette extérieure dans les PRFI, 2012-22



Evolution du ratio dette externe publique sur PIB (médian)



Sources : FMI et Banque mondiale (2023)

État des dossiers en cours

- Cadre commun (Club de Paris et pays du G20, dont Chine et Inde)
 - Tchad – programme approuvé fin 2022 – 1^{er} accord du Cadre commun.
 - Zambie – accord avec la Zambie sur traitement de dette en juillet 2023 dans le cadre du Sommet NFP, et finalisation du MoU en octobre 2023 (en cours de signature).
 - Ghana – accord avec le Ghana sur les principaux paramètres du traitement de dette en janvier 2024. Traitement doit être formalisé dans un MoU.
 - Éthiopie – traitement de dette conditionné à la conclusion d’un accord, toujours en négociation, entre FMI et autorités. Suspension du service de la dette 2023-24.
- Hors Cadre commun (Club de Paris et autres partenaires)
 - Sri Lanka – accord avec le Sri Lanka sur les principaux paramètres du traitement de dette en novembre 2023. Traitement doit être formalisé dans un MoU.

PARTIE 2

PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT EXPORT 2024

Grégoire de Warren, Chef du bureau crédits-export et garanties à l'international

Sommaire

1. La politique de financement export – Eléments de contexte

2. Le pilotage du risque dans le cadre de la PFE

3. Décryptage des différentes conditions de la PFE

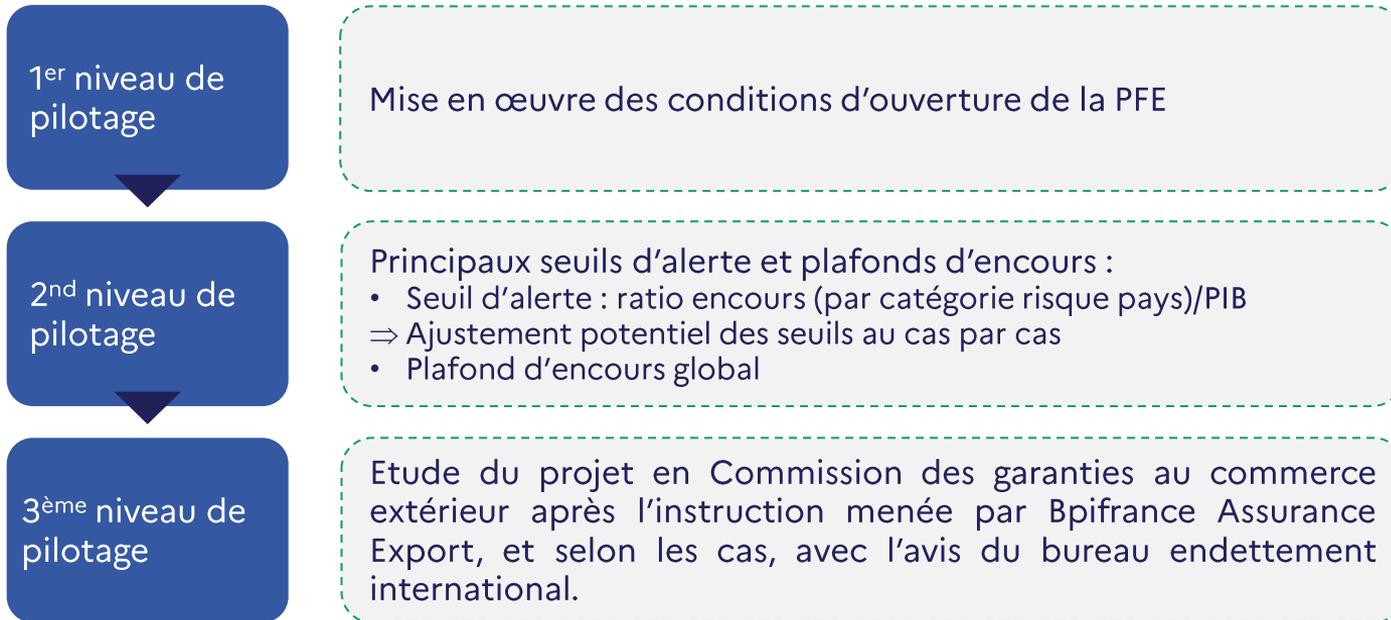
4. Les principales évolutions de la PFE 2024

1. La Politique de Financement Export - Eléments de contexte

- Une conjoncture mondiale marquée par une augmentation généralisée des dettes souveraines et par une dégradation des finances publiques dans de nombreux pays en développement
 - ... et par des tensions diplomatiques (Sahel, Moyen-Orient, Ukraine).
-
- La PFE reflète l'appétit pour le risque de l'Etat français, influencé par l'évolution de la conjoncture économique, les relations bilatérales et les opportunités d'affaire des entreprises françaises
 - La PFE prend en compte l'évolution du contexte financier mondial comme les spécificités géopolitiques et économiques locales.
 - Un souci d'équilibre entre le besoin de stabilité des conditions d'ouverture et la nécessité d'intégrer fidèlement la réalité du risque afin de préserver les intérêts des exportateurs.

2. Le pilotage du risque dans le cadre de la PFE

Plusieurs niveaux de pilotage



3. Décryptage des différentes conditions de la PFE

Quatre couleurs



Pays ouverts



Pays ouverts avec vigilance



Pays ouverts sous conditions



Pays fermés

3. Décryptage des différentes conditions de la PFE

Cinq principales conditions

- 1 Acheteurs souverains (souverains ou publics avec une garantie souveraine)
- 2 Acheteurs non souverains (privés ou publics sans garantie souveraine)
- 3 Restrictions sectorielles (santé, eau, assainissement, énergies renouvelables) – **ajout en 2024 : minerais stratégiques**
- 4 Cofinancement / banque de développement
- 5 Neutralisation du risque pays

Rappel sur le cofinancement avec une banque de développement: Le financement du projet doit associer des crédits export garantis et un(des) financement(s) de banques multilatérales ou bilatérales de développement (y compris Agence française de développement/proparco).

Rappel sur la neutralisation du risque pays: le débiteur peut être indifféremment souverain ou non souverain mais les opérations, qui seront analysées au cas par cas, doivent obligatoirement garantir une externalisation du risque de crédit, notamment au moyen :

- D'un schéma offshore, permettant de flécher les revenus du projet en dehors de l'entité et donc de contourner un risque de non-transfert ;
- D'une garantie de paiement délivrée par une entité domiciliée dans un pays tiers.

4. Les principales évolutions de la PFE 2024

3 durcissements impliquant un changement de couleur

Bahreïn

Ouvert avec vigilance.

Madagascar

Ouvert avec vigilance.

Bolivie

Ouvert sous condition, uniquement sur les secteurs suivants : eau, santé, assainissement, agro-alimentaire, énergies renouvelables, minerais stratégiques, réseaux électriques et rail.

4. Les principales évolutions de la PFE 2024

2 assouplissements impliquant un changement de couleur

République
Démocratique
du Congo

Ouvert avec vigilance.

Antigua et
Barbuda

Ce pays est ouvert sous conditions, avec exigence de cofinancement multilatéral pour tous les acheteurs.

4. Les principales évolutions de la PFE 2024

3 durcissements sans changement de couleur

Burkina Faso

Ce pays est ouvert sous conditions : fermé aux acheteurs souverains mais ouvert avec vigilance aux acheteurs non souverains.

Mali

Ce pays est ouvert sous conditions : fermé aux acheteurs souverains mais ouvert avec vigilance aux acheteurs non souverains.

Niger

Ce pays est ouvert sous conditions : fermé aux acheteurs souverains mais ouvert avec vigilance aux acheteurs non souverains.

4. Les principales évolutions de la PFE 2024

2 assouplissements sans changement de couleur

Tchad

Ouvert sous condition, uniquement sur les secteurs suivants : eau, santé, assainissement, agro-alimentaire, énergies renouvelables, minerais stratégiques, réseaux électriques et rail.

Zambie

Ouvert sous condition, uniquement sur les secteurs suivants : eau, santé, assainissement, agro-alimentaire, énergies renouvelables, minerais stratégiques, réseaux électriques et rail.

4. Les principales évolutions de la PFE 2024

1 cas particulier : réouverture de l'Argentine, sans changement de couleur

Argentine

Ce pays est ouvert sous condition de cofinancement multilatéral pour les acheteurs souverains, et ouvert avec vigilance aux acheteurs non souverains.



Merci pour votre attention !

Pour plus d'information :

www.tresor.economie.gouv.fr

